



HAL
open science

Un Janus notabiliaire: Yves Piétrasanta

William Genieys, Jean Joana

► **To cite this version:**

William Genieys, Jean Joana. Un Janus notabiliaire: Yves Piétrasanta. Sciences de la société: Les cahiers du LERASS, 1996, 38 (1), pp.143-158. 10.3406/sciso.1996.1286 . hal-04105113

HAL Id: hal-04105113

<https://hal.science/hal-04105113>

Submitted on 24 May 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Abstract

An influential Janus : Yves Piétrasanta.

The decentralization laws, by modifying the institutional configuration of centre/periphery relations, brought changes in the interplay in local politics. This phenomenon brings into question the sociologie des organisations (organisational theory) defining the relation between the notable and the State. The analysis of Yves Pietrasanta's political career as mayor of Mèze (Hérault) and co-founder of Génération Ecologie explains how the authority of influential people is evolving. His transformed network (which is founded on a traditional base and political and administrative networks underwritten by ecological expertness) allows him to assert his legitimacy vis-à-vis the administrative and technical departments of the State. This two sided authority highlights the effects of institutional changes on local political practices.

Resumen

Yves Piétrasanta : un notable - Jano.

Las leyes de descentralización, al modificar la configuración institucional de las relaciones centro-periferia, introdujeron cambios en el juego político local. Este fenómeno remite a la sociología de las organizaciones en su definición de la relación del notable con el Estado. La trayectoria política de Yves Piétrasanta, alcalde de Mèze (Hérault) y cofundador de Génération Écologie, es ejemplo de la evolución del poder de los notables. La transformación de su red, fundamentada en su dimensión tradicional y en la puesta en marcha de redes de acción pública basadas en la peritación ecológica, le permite afirmar su legitimidad frente a los servicios administrativos y técnicos del Estado. La doble naturaleza de su poder pone de manifiesto los efectos de los cambios institucionales sobre las prácticas políticas locales.

Résumé

Les lois de décentralisation, en modifiant la configuration institutionnelle des rapports centre-périphérie, ont introduit des changements dans le jeu politique local. Ce phénomène interroge la sociologie des organisations dans sa définition du rapport du notable à l'État. L'analyse de la trajectoire politique d'Yves Piétrasanta, maire de Mèze (Hérault) et co-fondateur de Génération Écologie, illustre l'évolution du pouvoir notabiliaire. La transformation de son réseau, reposant sur une dimension traditionnelle et sur la mise en œuvre de réseaux d'action publique fondés sur l'expertise écologique, lui permet d'affirmer sa légitimité face aux services administratifs et techniques de l'État. La double nature de son pouvoir souligne les effets des changements institutionnels sur les pratiques politiques au niveau local.

UN JANUS NOTABILIAIRE : YVES PIÉTRASANTA

William GENIEYS
Jean JOANA *

La mise en œuvre des réformes de décentralisation a profondément modifié les modes d'action des élus locaux (Rondin, 1985). L'analyse de la vie politique locale est centrée depuis de nombreuses années sur la notion phare de notable. Le plus souvent employée comme synonyme d' élu local, elle tend à voir son contenu se diluer au fil des emplois (Sorbets, 1988). Victime de son succès, et souvent critiquée, elle mérite d'être interrogée, et son contenu réévalué. Un tel travail est encore plus nécessaire lorsque l'on tente d'analyser la trajectoire, nettement atypique, d'une figure de la vie politique héraultaise comme Y. Piétrasanta. Un décompte rapide de ses ressources, montre en effet toute l'ambivalence de son pouvoir : radical de gauche, maire et conseiller général, il semble à lui seul incarner cette image du notable méridional, tirant sa légitimité d'un contrôle étroit du territoire sur lequel il est implanté de longue date. Mais sa capacité à intégrer l'innovation impose la prudence : son investissement précoce et déterminant dans une force politique originale comme Génération Écologie, le rôle de premier plan qu'il a joué dans l'élection des membres de l'institution inédite qu'est encore le conseil régional, nuancent l'image par trop traditionnelle, ou traditionaliste, que l'on peut en avoir. La difficulté à lui appliquer les catégories élaborées jusque-là incite à s'interroger sur l'heuristique de ces dernières.

La notion de notable est avant tout empruntée aux historiens de la Révolution française et du XIX^e siècle (Tudesq, 1964). Ces auteurs insistent

* Chercheurs associés (Science politique) au CEPEL, URA-CNRS 1267, Université de Montpellier 1 (39, rue de l'Université, 34060 Montpellier Cedex).

particulièrement sur les ressorts de l'autorité sociale et politique que détiennent ces acteurs sur un territoire et sur les voies par lesquelles ils entretiennent leurs ressources (Pourcher, 1987). La sociologie des organisations, à partir des années 1970, centre ses analyses sur un autre aspect du phénomène notabiliaire. Ses interprétations privilégient l'analyse des rapports du notable avec le pouvoir central. Cette perspective met en exergue l'étude de la capacité des acteurs à se positionner au cœur des processus de décision. Le notable est celui qui occupe une position charnière entre son territoire et la bureaucratie de l'État central. Ce n'est plus uniquement l'ancrage du notable dans son territoire traditionnel qui importe, mais les relations qu'il aura su tisser avec l'administration et, en particulier, son représentant au niveau local, le préfet. S'instaure alors une sorte de coalition entre ces protagonistes, par laquelle le notable accroît son pouvoir du fait d'une relation particulière à l'État, alors que le préfet légitime ses décisions sur le territoire qui lui est confié grâce au soutien actif des notables locaux (Worms, 1966 ; Grémion, 1976). Des études monographiques, comme celle consacrée à Jacques Chaban-Delmas (Lagroye, 1973), montrent tout l'intérêt que le notable retire de ses bonnes relations avec le préfet. Mais en faisant du rapport centre-périphérie son axe central d'analyse, la sociologie des organisations ne retient du local et des acteurs qui l'animent, les notables, que leur rôle de freins et d'entrave aux changements initiés par le centre (Gaudin, 1986). Elle oppose donc implicitement des réformes institutionnelles et administratives voulues par l'État à un immobilisme du local, et masque à l'observateur les transformations intervenues dans les pratiques des élites locales et dans leurs modes de gestion d'un territoire.

Les changements intervenus lors des réformes de décentralisation donnent lieu à de nouvelles interrogations sur les activités des élus locaux (Alliès, 1991). La complexité et la nouveauté des dossiers auxquels ils sont confrontés contribuent à modifier leur image. C'est désormais leurs capacités à gérer des politiques publiques et à en assurer la cohésion qui fondent leur légitimité. On observe une professionnalisation croissante des élus locaux, davantage caractérisée par des changements sur le plan qualitatif (passage d'un savoir-faire juridique à un savoir-faire économique) que quantitatif (Garraud, 1989). L'expression de plus en plus fréquemment employée d'élus manager (Grémion, Muller, 1990), tente de rendre compte de ces évolutions. Cette modification des compétences mises en œuvre par les élus est analysée comme l'apparition d'un « *métier d'élus local* » (Fontaine, Le Bart, 1994). Pourtant, souvent centrée sur les facteurs sociaux contribuant à la définition des rôles de l'élus local (Briquet, 1994), cette perspective néglige les conséquences découlant de la nouvelle configuration institutionnelle prise par la vie politique locale.

L'analyse de la trajectoire politique d'Yves Piétrasanta est un exemple significatif de la transformation du pouvoir notabiliaire du fait de nouvelles logiques institutionnelles. L'étude sociographique de son réseau relationnel (Becquart-Leclerc, 1979) et des modifications qu'il a subi est un indicateur

pertinent pour comprendre ce phénomène ¹. L'analyse de l'identité de ceux qui appartiennent à ce réseau, le type de relation qu'ils entretiennent avec le parti et son *leader*, permettent d'éclairer les pratiques par lesquelles le notable Y. Piétrasanta élabore, entretient et mobilise ses soutiens dans un contexte électoral. La sociologie des organisations a souligné la possibilité, pour une pyramide administrative, de se voir "retournée" au profit des acteurs locaux qu'elle était censée encadrer (Thoenig, 1993). L'analyse de la trajectoire d'Yves Piétrasanta met en évidence la double nature de son pouvoir relationnel (Bachrach, Baratz, 1962) et les ressources institutionnelles qu'il est susceptible de retirer de son investissement dans de nouveaux modes d'action publique issus de la nouvelle organisation de la vie politique locale. Il apparaît ainsi comme un "Janus notabiliaire", un notable à double face, certes ancré dans le recours à des pratiques traditionnelles, mais aussi investi dans des stratégies novatrices fondées sur sa légitimité dans le domaine de la protection de l'environnement.

LE POUVOIR NOTABILIAIRE FACE A LA TRADITION

Une part des ressources sur lesquelles Y. Piétrasanta, professeur à l'Université de Montpellier, fonde la dynamique de sa trajectoire fait de lui un notable traditionnel. Il apparaît en effet fortement implanté sur son territoire dont le centre névralgique est la ville de Mèze. La légitimité acquise dans ses fonctions de maire est indissociable du crédit politique qui lui est reconnu par les acteurs auxquels il est confronté dans la compétition politique locale. Son premier engagement au sein du MRG, structure faiblement hiérarchisée et centralisée, montre la priorité donnée à l'enracinement local. Mais ce parcours traditionnel est progressivement transfiguré par l'intégration des nouvelles logiques d'action au sein de la vie politique locale.

LE TERRITOIRE COMME TRADITION

Le rapport au territoire d'Y. Piétrasanta est d'autant plus remarquable qu'il est exclusif de tout mandat national. Élu conseiller municipal en 1971, conseiller général en 1972, maire de Mèze en 1977 et entré au conseil régional dès 1986, il mène une carrière politique classique d'élus locaux, ayant profondément "travaillé" sa circonscription et tentant, sur cette base, d'accéder à un mandat national (Piétrasanta, 1993). Sa stratégie est caractéristique de celles des élus pour lesquels le cumul de différents mandats locaux permet d'acquérir des atouts supplémentaires dans la gestion des différentes collectivités locales auxquelles ils participent, mais aussi de contrôler les mandats liés à leur territoire. Ils évitent toute ascension d'un éventuel concurrent, mettant ainsi en œuvre ce qu'Yves Mény a qualifié de « *stratégie du baobab* » (Mény, 1992).

1. Nous nous appuyons sur les résultats d'une enquête par questionnaires auprès des adhérents de Génération Écologie dans l'Hérault, lors de la campagne ayant précédé les élections régionales de 1992. 97 réponses ont été traitées.

Le choix d'Yves Piétrasanta en 1972 – il n'a alors que 33 ans – de conquérir un mandat départemental lui permet d'établir son contrôle sur une aire plus vaste que la simple commune. Le conseil général, du fait de l'étendue de ses compétences et de la taille de son territoire, permet à l'élu de se distinguer dans la gestion des dossiers, et de s'imposer à son parti dans le choix des candidats aux élections législatives (Criqui, 1990). Mais aussi un tel mandat permet de négocier, sur un pied d'égalité, le sort du département avec le préfet (Crozier, Thoenig, 1975). L'intérêt retiré de ce mandat est d'autant plus important qu'il est maire d'une commune de taille modeste, dont la gestion offre moins de chance d'illustration que les grandes agglomérations du département. En revanche, le mandat départemental, du fait de l'ampleur des dossiers qu'il a en charge, lui offre de multiples occasions d'entretenir ses réseaux d'influence. Il apparaît donc comme la plate-forme privilégiée pour susciter des relations d'obligations réciproques entre l'élu et les électeurs, mais aussi à l'égard d'autres élus. Son ancrage au sein de l'institution départementale lui permet de se faire admettre par les élites politiques locales et d'établir avec certains de ses représentants des liens de solidarité vivaces. Il compte en effet dans ses réseaux nombre d'élus locaux susceptibles d'être mobilisés.

La forte présence d'élus locaux héraultais dans son réseau témoigne de l'enracinement du candidat dans son département. Les relations établies avec ses pairs dans le cadre de l'exercice de ses mandats sont autant de ressources qu'il est susceptible de mettre au service de ses stratégies. En témoigne, par exemple, l'entrée à Génération Écologie d'une adjointe au maire de Béziers, membre du conseil municipal de cette ville depuis 1977, et qui, se situant à gauche, ne déclare cependant aucune affiliation partisane. Pour justifier son adhésion, elle nous précise : « *J'ai été sollicitée pour être sur la liste conduite par Y. Piétrasanta pour les élections régionales.* »

Mais c'est surtout son élection à la mairie de Mèze qui confirme son implantation. Elle concrétise en effet cette identification à un territoire et en assure la visibilité. Les ressources qu'il retire de sa gestion municipale sont essentielles à sa position. L'analyse de l'origine géographique des membres de son réseau met en évidence la forte présence de mèzois (20,6 %), reflet des ressources dont il dispose dans sa circonscription. A travers ce phénomène, on observe une identification forte à sa personne. Ainsi l'installation dans la commune d'Yves Piétrasanta est parfois invoquée comme le motif qui a suscité l'entrée à Génération Écologie (GE). Un inspecteur du Trésor d'une trentaine d'année, vierge de tout engagement politique mais déclarant avoir voté pour les Verts lors des élections précédentes, invoque son arrivée à Mèze pour justifier son adhésion à GE. De même, un commerçant de la ville âgé d'une quarantaine d'années nous indique : « *[J'ai adhéré] depuis novembre 1991. D'abord parce que le maire de Mèze faisait partie de ce nouveau mouvement* ».

Cette adéquation entre l'enseignant du supérieur dont l'activité professionnelle se déroule en dehors de sa commune, et ses électeurs ne va pas de

soi. Si l'élection donne d'emblée une légitimité politique aux maires, la légitimité sociale indispensable à la reconnaissance de leur notabilité ne vient qu'ensuite et dépend de leur capacité à s'intégrer dans le tissu local (Mabileau, 1989). C'est en intervenant, au début des années 1980, dans le dossier de la pollution des eaux de l'étang de Thau qu'il réussit "l'alchimie". Dans une ville où la conchyliculture est une des ressources principales, son engagement dans la gestion des problèmes de l'étang – nous pensons ici à son rôle de médiateur dans le conflit opposant les conchyliculteurs aux services de l'État en 1989 – crée une proximité géographique et professionnelle avec une des communautés fortes de son électorat. La valorisation de son rôle dans le règlement du problème, aussi limité soit-il quant à son retentissement hors des limites de sa circonscription – ce localisme forcé apparaît comme la marque du pouvoir du Piétrasanta "première manière" – lui permet de se faire une réputation dans un secteur crucial pour l'équilibre économique local. Il assure ainsi son identification à la communauté formée par celle-ci et légitime l'autorité qu'il revendique en tant que maire.

LA TRADITION CONTRE L'ORGANISATION PARTISANE

Sa trajectoire montre une distance certaine vis-à-vis des structures partisans. Les réseaux dont il dispose sont avant tout personnels et relativement indépendants de ceux que peut lui apporter un parti. L'occupation de ses fonctions permet en effet à l' élu de tisser ses propres réseaux et d'accroître d'autant ses ressources. Il est, dès lors, d'autant moins susceptible de se plier aux directives d'un parti. Longtemps considéré comme l'apanage des partis de droite, le phénomène s'applique aussi à des partis qui, comme le PS ou le PCF, sont fortement structurés (Lacorne, 1980). Cette stratégie d'indépendance se manifeste tout d'abord dans le choix d'une étiquette partisane. Son engagement dans le Mouvement des Radicaux de Gauche complète en effet son portrait en notable traditionnel. Par exemple, lors des tractations pour la désignation du Président du conseil régional qui suivent le scrutin du 22 mars 1992, Yves Piétrasanta devient le candidat de l'ensemble de la gauche à ce poste : « *du radical, il a gardé le teint fleuri et la rondeur qui rassure* » (*Midi Libre*, 27 mars 1992).

Mais c'est surtout son passage du MRG à Génération Écologie qui montre le rapport distancié qu'il entretient avec les partis. Il justifie ce choix par la nécessité de restaurer une liberté d'action compromise au MRG : « *Nous ne sommes les satellites de personne. Si Lalonde peut agir, parfois, contre les idées en cours au gouvernement, c'est qu'il est suivi, qu'il y a une pression populaire, sinon il serait toujours un esclave comme le MRG l'a été auprès des socialistes. J'ai vécu cela et je vois la différence* » (propos recueillis par M. Jouanen, *Midi Libre*, 7 mars 1992) Il montre ainsi la préférence qu'il accorde à la gestion de son territoire et son hostilité à l'égard des logiques partisans. Cette distance vis-à-vis de toute structure d'encadrement se répercute sur les relations qu'il entretient avec ses réseaux. Le choix

de quitter le MRG n'a pas été une décision engageant sa seule personne. Il a été suivi par nombre de militants. La majorité des membres de son réseau ont en effet une expérience partisane antérieure à leur entrée dans le mouvement écologique. Notre enquête révèle qu'ils sont plus de 56 % à déclarer avoir été affiliés à un parti politique (Cf. Annexe, tableau 1). Si l'on y ajoute ceux qui, sans avoir adhéré à un parti, ont participé à des associations, on doit conclure à une forte expérience de l'action collective.

L'engagement à gauche domine, puisque plus de 80 % des personnes interrogées déclarent une appartenance passée à un des partis qui composent celle-ci. La quasi-absence d'anciens Verts laisse penser que l'adhésion à GE est perçue par ces acteurs disposant d'une expérience partisane comme une conversion à l'écologie. Mais c'est surtout la forte présence d'anciens du MRG (23,7 %) qui doit être notée. Le pouvoir relationnel du maire de Mèze se constitue aux dépens de l'autorité du parti. Alors que seulement 45 % des membres de GE y ont adhéré dès sa création, huit sur 13 des anciens du MRG datent leur entrée de 1990, année de création du mouvement. Pour ces fidèles, c'est la proximité d'Yves Piétrasanta qui motive leur choix. On le retrouve dans les motifs invoqués pour justifier leur soutien. Certains tentent d'établir une continuité "idéologique" entre leurs deux engagements. Ainsi, un artisan maçon de Frontignan déclare : « *je les soutiens [GE] depuis sa création. Je me retrouve dans ce mouvement qui est progressiste, proche du radicalisme* ». De même, l'adjoint au maire de Frontignan dit retrouver dans GE « *le même engagement humaniste* », que celui qu'il vivait au MRG. D'autres, en revanche, affirment clairement avoir suivi Piétrasanta et n'invoquent pas d'autre justification. Une retraitée habitant Mèze, par exemple, explique : « *j'ai toujours soutenu l'action de M. Piétrasanta, mais je suis obligée de reconnaître que je suis plus à l'aise dans un mouvement écologique que dans un parti traditionnel* ».

Ces remarques ne doivent cependant pas amener à conclure à l'indépendance absolue d'Yves Piétrasanta vis-à-vis des partis dans lesquels il s'investit. L'étiquette politique dont il se prévaut influe fortement sur sa trajectoire politique et sur sa capacité à mettre en œuvre ses stratégies. Les relations entre l'élu et son parti sont en effet révélatrices de sa perception des rapports centre-périphérie et de ses choix en la matière. Son entrée à GE lui permet d'acquérir une stature nationale et de surmonter ainsi le handicap que représentait pour lui ses échecs successifs aux élections législatives.

CHANGEMENTS INSTITUTIONNELS ET REDÉFINITION DU POUVOIR NOTABILIAIRE

Les réseaux de l'élu, autrefois liés à des ressources traditionnelles, se fondent sur de nouvelles formes de rétributions découlant de la maîtrise de positions institutionnelles inédites. Cette logique d'accumulation de ressources permet à Y. Piétrasanta de donner, dans une conjoncture spéci-

fique telle que l'élection régionale de 1992, une nouvelle dimension à sa trajectoire. Cette mutation de la figure notabiliaire commence par un échange politique (Pizzorno, 1978)¹ plus ou moins explicite avec le ministre de l'Environnement, Brice Lalonde. En témoigne la nomination, par ce dernier, du maire de Mèze à la présidence de l'Institut Français de l'Environnement². Yves Piétrasanta devient un des cinq membres fondateurs de GE et s'associe ensuite avec trois conseillers municipaux de Montpellier pour créer une antenne du mouvement dans l'Hérault. L'adhésion à GE d'un nombre significatifs d'élus locaux permet de renforcer son implantation sur le territoire politique héraultais et de dépasser les frontières de son territoire traditionnel (Alliès, 1989). Dans cette perspective, l'analyse du développement de ce réseau, à travers la dimension associative et la constitution d'une équipe d'experts, devient un élément d'interprétation de la transformation des ressources politiques du maire de Mèze.

LA MOBILISATION DE RESSOURCES ASSOCIATIVES : LA FILIÈRE ÉCOLOGIQUE

En règle générale, les militants écologistes bénéficient d'un « *savoir-faire associatif* » (Boy, 1990) caractéristique qui permet de définir une « *élite verte* » (Sainteny, 1990). On comprend dès lors que l'accroissement des ressources politiques du maire de Mèze s'effectue par le biais d'une stratégie d'intégration des milieux associatifs de l'écologie héraultaise, phénomène facilité par ses nouvelles et multiples positions institutionnelles. Piétrasanta bénéficie d'ailleurs d'une légitimité croissante au sein du réseau associatif écologiste local. De fait, un nouveau lien politique, fondé sur le croisement de stratégies institutionnelles et de choix politiques, s'instaure au détriment du rapport de clientèle traditionnel (Médard, 1976). Les termes de l'échange se trouvent alors modifiés par la reformulation d'un pouvoir relationnel, fortement ancré dans le milieu associatif écologiste, qui permet à l' élu de constituer de nouvelles positions d'influence au sein du territoire. A ce propos, Richard Balme (1987) montre l'importance, pour les élus locaux, du contrôle d'un fort réseau associatif dans la conquête de nouvelles positions de pouvoir. De façon plus précise, René-Pierre Chibret (1991) insiste sur le rôle privilégié des associations écologistes dans le processus de mobilisation collective et dans la mise en œuvre de stratégies spécifiques dans le jeu institutionnel. Dès lors, il convient d'analyser les affinités entre l'accroissement du pouvoir associatif et la transformation du lien notabiliaire.

La sociologie des pratiques associatives des membres du réseau montre la double dimension du pouvoir relationnel du notable. En effet, sur

1. L'expression "échange politique" est inspirée de Pizzorno, mais elle est entendue ici dans un sens différent puisqu'il s'agit d'un échange entre deux acteurs politiques individuels et non d'un échange collectif portant sur des ressources politiques comme chez Pizzorno.

2. Établissement public national ayant pour mission de coordonner et diffuser les données à caractère scientifique et statistique sur l'environnement.

l'ensemble des acteurs adhérant à Génération Écologie avec Piétrasanta, 25 % déclarent n'avoir jamais participé à la vie associative. L'intégration aux réseaux d'acteurs issus de la filière associative, transforme la nature du pouvoir. En effet, parmi les membres du réseau, 75 % déclarent une affiliation associative. La nature de leur engagement oscille entre une dominante, le militantisme écologiste (26 %) et différentes filières du militantisme traditionnel, au sein d'associations humanitaires (16,4 %), sportives (12,3 %), culturelles (11 %) et sociales (8,2 %). On retrouve aussi au sein de cette filière l'expression de la double nature du pouvoir relationnel du maire de Mèze : d'une part, des militants dont l'engagement associatif n'est pas écologiste, d'autre part, des militants très impliqués dans ce type d'action.

Pour ceux qui sont issus du milieu associatif, on note la présence de militants provenant des différents lieux de l'action écologiste et de certains transfuges provenant du mouvement des Verts. Pour le premier groupe, on retient l'exemple de cet instituteur de Palavas, membre de plusieurs associations écologistes, qui soutient l'action de GE « *à cause du comblement en vue d'une urbanisation, de l'étang du Levant à Palavas* », ou de celle de ce maître-auxiliaire qui reconnaît adhérer à GE depuis peu, grâce « *à la présidence d'un collectif pour la défense de l'environnement (Petite Camargue) qui m'a mise en contact avec le leader languedocien de ce mouvement* ». L'intégration au sein du réseau GE de ces militants associatifs débouche sur l'élargissement de l'influence territoriale du maire de Mèze. Pour le second groupe, transfuge des Verts, on peut citer la trajectoire de cet horticulteur qui « *ayant adhéré aux Verts avant la naissance de GE et de par les statuts de ces derniers ne pouvant adhérer à deux formations, [est] devenu sympathisant de GE dès sa fondation, car [son] engagement précédent au Parti Radical a facilité [son] entente avec Piétrasanta* ». Il convient d'insister également sur l'intégration de *leaders* locaux de l'écologie. En ce sens, on peut citer le cas de cet architecte urbaniste (ex PSU), adjoint au maire de Montpellier, membre actif des puissantes associations écologistes locales que sont la CODENE, l'APIEU et l'AMPADI (Bosc, 1994), qui a rejoint GE dès sa création et souhaite « *faire émerger un mouvement écologiste pragmatique engagé à gauche, sans crainte de prendre des responsabilités, au-delà des réflexes corporatistes et protestataires* ».

LA COMPÉTENCE TECHNIQUE COMME RESSOURCE POLITIQUE : UN RÉSEAU DE SAVANTS EN POLITIQUE

La transformation des ressources notablières d'Yves Piétrasanta passe par la mobilisation d'un réseau d'experts en matière d'environnement. Ce phénomène se traduit par l'accroissement de son domaine de compétence. Une stratégie notablière nouvelle prend forme, reposant davantage sur une légitimité politique permettant d'investir des réseaux de sociabilité et de gestion où se construisent des références identitaires. Présentant la mise en place d'une politique d'environnement, il précise : « *Évidemment je ne me*

suis pas lancé tout seul dans une opération de cette ampleur. Nous y avons mis les moyens. Les chercheurs de l'Université des sciences et techniques du Languedoc se sont associés à nous. J'en étais alors vice-président, et mon ami Louis Thaler, Président, les autorisa à venir travailler sur le site de Mèze. Nous avons été rejoints par des chercheurs du CNRS, collaborateurs du professeur Michel Amanieu, un des pionniers et l'un des promoteurs des études d'impact de lagunage sur le bassin de Thau » (Piétrasanta, 1993, p. 76).

Partant de ces observations, il convient de montrer comment le maire de Mèze légitime son action politique par la maîtrise d'une compétence écologique reposant sur le contrôle d'un réseau d'experts. Déjà confronté, dans les années 1980, à la réalité de la politique municipale de l'environnement lors du traitement de la question de l'épuration des eaux, il s'oppose aux directives de la direction départementale de l'équipement (DDE) en imposant en tant qu'expert une solution plus écologique. Évoquant ce dossier, il déclare : « *En 1980, j'avais l'épuration des eaux à traiter, la DDE me proposait un tuyau menant les eaux de Sète puis un émissaire en mer, ce qui revenait à déplacer la pollution en quelque sorte. Je proposais alors un lagunage, technique mal connue. Obstiné, je finis par l'obtenir : 6 millions au lieu de 30, pas d'énergie à payer ; c'est le soleil qui travaille. Labo et activités annexes en plus. On vient visiter aujourd'hui de toute la France et de l'étranger. Et c'est de l'eau de baignade qui sort, de l'eau pure sans pollution bactérienne. Ça c'est de l'écologie* » (Midi Libre, 7 mars 1992). C'est donc la politique de l' élu local "expert en écologie", relayée par une mobilisation de ses réseaux d'experts, qui s'impose à l'administration d'État déconcentrée, altérant ainsi la forme traditionnelle des rapports entre les services extérieurs de l'État et le notable (Dupuy, Thoenig, 1985). Cette redéfinition du métier d' élu local se traduit par le dépassement de la répartition des tâches traditionnelles entre celui-ci et les services de l'État. En se saisissant d'un problème écologique estimé vital pour sa commune, et en se revendiquant de sa compétence technique, il s'affirme comme un concurrent des représentants de l'État. Il fait de la compétence un élément de légitimation des relations avec l'administration. Dans cette perspective, la sociographie du groupe d'experts officiant en tant que conseillers techniques récemment intégrés à son réseau politique permet de rendre compte de la transformation de son pouvoir notabiliaire.

L'analyse du niveau d'études des membres du réseau (cf. Annexe, tableaux 2 à 4) met à nouveau en évidence les deux formes du pouvoir relationnel d'Yves Piétrasanta. En effet, ces données montrent l'existence d'un groupe de personnes ayant un niveau d'étude inférieur au baccalauréat (39,7 %) et l'émergence d'une catégorie importante d'individus qui ont effectué un passage prolongé au sein de l'université (57,7 %). En s'intéressant particulièrement aux caractéristiques spécifiques des diplômés de l'enseignement du supérieur, il s'agit de montrer comment le maire de Mèze s'entoure d'un groupe "d'experts" augmentant ainsi sa capacité décision-

nelle (Restier-Melleray, 1990). En effet, l'enquête révèle la forte présence d'un groupe ayant effectué un troisième cycle universitaire (28,9 %). Au sein même de ces diplômés, ce sont les titres universitaires ayant un rapport avec l'écologie qui semblent les plus répandus. Parmi ces spécialistes, on dénombre deux architectes urbanistes, trois professionnels de l'aménagement du territoire et six chimistes. L'apport de ces experts accroît les compétences en matière d'écologie d'Yves Piétrasanta, ce qui incite à y voir un véritable « *réseau d'action publique* » (Rhodes, Marsh, 1995). Ce type « *d'action publique par le bas* » (Hassenteufel, 1995) repose sur la mobilisation d'acteurs aux ressources multiples et complémentaires.

Ainsi, le rôle des architectes urbanistes permet de concilier les projets de développement urbain avec la protection de l'environnement. A ce propos, un architecte DPLG, récemment intégré au réseau GE, définit sa représentation de l'écologie : « *considérer l'utilisation des sols comme un acte qui lie le tissu économique, urbain et social à l'écosystème duquel on va tirer parti* ». Un deuxième architecte urbaniste, adjoint au maire de Montpellier, donne un contenu plus politique à l'orientation de son action : « *une nouvelle approche des problèmes où la protection de l'environnement, l'égalité des chances devant la nature, la prise en compte sans peur du phénomène urbain sont les nouvelles valeurs* ».

Dans une même logique, les scientifiques utilisent leur compétence technique pour définir le cadre de l'écologie politique. Un ingénieur de production et d'études dans le domaine de l'environnement et des productions marines, partisan « *d'une écologie scientifique* », pense avoir « *toute les compétences pour gérer réellement les problèmes d'ordre écologique au travers d'une politique globale* ». Par ailleurs, un professeur de chimie justifie le rapprochement des élus et des experts : « *l'écologie en soi n'est pas un projet de société, mais elle doit s'appuyer sur une base politique avec des élus pour faire avancer ses idées. Les problèmes écologiques sont extrêmement importants du fait du caractère souvent irréversible des conséquences de l'action des hommes sur l'environnement* ».

Quelle que soit sa configuration politique – conflit avec les services administratifs de l'État ou définition de l'écologie politique – Yves Piétrasanta dispose d'une nouvelle ressource, l'expert et l'expertise. Il peut alors, notamment lorsqu'il agit comme producteur de politiques publiques, mettre en place une série d'actions formant un programme relativement cohérent, visant à modifier un secteur défini (l'environnement) en s'appuyant sur le savoir spécialisé d'une catégorie professionnelle possédant les outils de gestion du problème (Gerbaux, Muller, 1992). Il devient un élu capable de mobiliser des moyens en dépassant la logique de certaines administrations, tout en s'attribuant auprès de la population qu'il administre une réputation de compétence. Cette deuxième dimension de l'autorité politique qu'il détient contribue à en faire un Janus notabiliaire.

S'appuyant sur une nouvelle légitimité, il développe une stratégie de conquête de nouvelles positions institutionnelles. Dans cette configuration, les élections régionales de 1992 deviennent pour lui un enjeu politique majeur. Profitant d'un contexte favorable lié aux faibles résultats de la liste socialiste menée par Claude Allègre en Languedoc-Roussillon, il acquiert un rôle de premier plan lors du scrutin devant désigner le Président du conseil régional ; il est en effet nommé à la tête de la liste de gauche qui tente, sans succès, de s'opposer à la candidature de Jacques Blanc. La conquête du mandat régional correspond ici à une logique de réinvestissement institutionnel d'une notabilité redéfinie. L'institution régionale devient ainsi le lieu de représentation privilégié de cette nouvelle forme de notabilisation (Darviche, Genieys, Joana, 1995). Ce phénomène est exemplaire des effets des réformes institutionnelles de décentralisation sur les pouvoirs locaux.

Cependant, un problème se pose lorsque l'on essaye d'identifier Yves Piétrasanta à une catégorie particulière de personnel politique local. Peut-on dire qu'il est représentatif du "nouvel élu local", ou qu'il constitue un "notable manager" ? Albert Mabileau propose d'appréhender le changement politique survenu, en avançant la qualification de « *nouvel élu local* », distinguant, au sein de la classe politique locale, les « *héritiers des notables* » des élites locales dont l'éligibilité ne résulte plus d'un statut social déterminé mais d'un véritable processus de socialisation politique (Mabileau, 1992). Cette qualification n'est pas opératoire pour qualifier la trajectoire politique d'Yves Piétrasanta, car celui-ci peut se prévaloir de cette double légitimité. Par ailleurs, peut-on dire qu'il est représentatif des notables managers, dans la mesure où il a démontré une capacité à résoudre les problèmes du territoire et une capacité à répondre à une demande locale de participation (Grémion, Muller, 1990). Si l'on retient cette dernière qualification, on occulte complètement sa capacité à mobiliser des réseaux d'action publique variés sur laquelle il fonde le renouvellement de ses ressources. Celui-ci se comprend à travers la transformation de son réseau relationnel qui passe d'une forme diffuse, caractéristique du notable classique, à une forme institutionnalisée proche des *policy networks* (Hassenteufel, 1995). Dès lors, sa stratégie notabiliaire repose sur un lien politique permettant d'investir des réseaux de sociabilité et de gestion où se construisent des références identitaires nouvelles. On comprend que grâce à sa nouvelle légitimité, il puisse développer une stratégie de rupture avec le *leader* national de Génération Écologie, Brice Lalonde qui s'est notamment concrétisée par un conflit, porté devant les tribunaux, sur l'utilisation de l'étiquette GE, puis par la fondation d'un mouvement écologiste concurrent en 1994.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

ALLIÈS (P.), 1989, « Territoire régional et représentation des intérêts », *Politix*, n° 7-8, p. 63-71.

ALLIÈS (P.), 1991, « Que sont nos notables devenus ? », *Autrement*, n° 122, p. 108-120.

BACHRACH (P.), BARATZ (M.), 1962, « Two faces of power », *American Political Science Review*, vol. LVI, p. 947-952.

BALME (R.), 1987, « La participation aux associations et le pouvoir municipal », *Revue Française de Sociologie*, 28, 4, p. 601-639.

BÉCQUART-LECLERC (J.), 1979, « Réseau relationnel, pouvoir relationnel », *Revue Française de Science Politique*, 29, 1, p. 102-128.

BOSC (C.), 1994, *La Charte d'écologie urbaine de Montpellier*, mémoire de DEA Science politique, Université Montpellier I.

BOY (D.), 1990, « Comment devient-on un parti ? », *Politix*, n° 9, p. 15-17.

BRIQUET (J.-L.), 1994, « Communiquer en actes. Prescriptions de rôle et exercice quotidien du métier politique », *Politix*, n° 28, p. 16-26.

CHIBRET (R.-P.), 1991, *Les associations écologiques en France et en Allemagne. Une analyse culturelle de la mobilisation collective*, thèse Doctorat, Paris I.

CRIQUI (E.), 1990, « Les carrières des élites politiques locales », *Revue Politique et Parlementaire*, n° 946, mars-avril, p. 44-54.

CROZIER (M.), THOENIG (J.-Cl.), 1975, « La régulation des systèmes organisés complexes. Le cas du système de décision politico-administratif local en France », *Revue Française de Sociologie*, vol. 16, n° 1, p. 3-32.

DARVICHE (M. S.), GENIEYS (W.), JOANA (J.), 1995, « Itinéraires et trajectoires face à l'institution régionale », *Pôle Sud*, n° 2, février, p. 74-100.

DUPUY (F.), THOENIG (J.-Cl.), 1985, *L'administration en miettes*, Paris, Fayard.

FONTAINE (J.), LE BART (C.), 1994, *Le métier d'élu local*, Paris, L'Harmattan.

GARRAUD (P.), 1989, *Profession : homme politique. La carrière politique des maires urbains*, Paris, L'Harmattan.

GAUDIN (J.-P.), 1986, « Pouvoirs locaux et territoires. Une approche des espaces politiques » *Études Rurales*, n° 101-102, p. 21-33.

GERBAUX (F.), MULLER (P.), 1992, « Les interventions économiques locales », *Pouvoirs*, n° 60, p. 99-114.

GRÉMION (C.), MULLER (P.), 1990, « De nouvelles élites locales », *Esprit*, n° 164, septembre, p. 38-48.

- GRÉMION (P.), 1976, *Le pouvoir périphérique*, Paris, Le Seuil.
- HASSENTEUFEL, (P.) 1995, « Do Policy Networks Matter ? Listing descriptif et analyse de l'État en interaction », in *Les réseaux de politique publique*, P. Le Galès et M. Thatcher, dir., Paris, L'Harmattan, p. 91-107.
- LACORNE (D.), 1980, *Les notables rouges*, Paris, PFNSP.
- LAGROYE (J.), 1973, *Société et politique : Chaban-Delmas à Bordeaux*, Paris, Pédone.
- MABILEAU (A.), 1992, « L'élu local : nouveau professionnel de la République », *Pouvoirs*, n° 60, p. 68-78.
- MABILEAU (A.), 1989, « Une logique politique d'action communale : pouvoir du maire et politiques municipales », in *Gouverner les villes moyennes*, A. Mabileau et Cl. Sorbets, dir., Paris, Pédone, p. 21-52.
- MÉDARD (J.-F.), 1976, « Le rapport de clientèle. Du phénomène social à l'analyse politique », *Revue Française de Science Politique*, 26, 1, p. 103-131.
- MÉNY (Y.), 1992, *La corruption de la République*, Paris, Fayard.
- PIÉTRASANTA (Y.), 1993, *L'Écharpe verte*, Paris, Albin Michel.
- PIZZORNO (A.), 1978, « Political exchange and collective identity in industrial conflict », in *The Resurgence of Class Conflict in Western Europe since 1968*, C. Crouch et A. Pizzorno, eds., London, McMillan, vol. 2.
- POURCHER (Y.), 1987, *Les maîtres de granit. Les notables de Lozère du XVIII^e siècle à nos jours*, Paris, Olivier Orban.
- RESTIER-MELLERAY (C.), 1990, « Experts et expertisc scientifique. Le cas de la France », *Revue Française de Science Politique*, 40, 4, p. 546-585.
- RHODES (R.A.W.), MARSH (D.), 1995, « Les réseaux d'action publique en Grande-Bretagne », *Les réseaux de politique publique*, P. Le Galès et M. Thatcher, dir., Paris, L'Harmattan, p. 31-68.
- RONDIN (J.), 1985, *La sacre des notables. La France en décentralisation*. Paris, Fayard.
- SAINTENY (G.), 1990, « L'élite verte : atypisme provisoire ou préfiguration d'un nouveau personnel politique ? », *Politix*, n° 9, p. 18-36.
- SORBETS (C.), 1988, « Notables : quelques considérations sur l'usage de la notion », *Congrès AFSP*, Bordeaux.
- THOENIG (J.-Cl.), 1993, « La sociologie des organisations face au local », in *A la recherche du "local"*, A. Mabileau, dir., Paris, L'Harmattan, p. 152-165.
- TUDESQ (A. J.), 1964, *Les grands notables en France (1840-1849)*, Paris, PUF.
- WORMS (J.-P.), 1966, « Le préfet et ses notables », *Sociologie du Travail*, n° 3, juillet-sept., p. 249-275.

ANNEXE

Tableau 1
Nature du précédent engagement partisan
des membres du réseau Piétrasanta

Parti précédent	Réponses	%
PS	20	36,5
MRG	13	23,7
PSU	5	9,1
PCF	3	5,4
Divers Gauche	3	5,4
Verts	1	1,8
RPR	2	3,6
Sans réponse	8	14,5
Total	55	100

Tableau n° 2
Niveau d'études des membres réseau

Niveau d'études	Réponses	%
Primaire	7	7,2
CAP/BEPC	16	16,5
Baccalauréat	15	15,5
Études supérieures	56	57,7
Sans réponse	3	3,1
Total	97	100

Tableau n° 3
Niveau d'études supérieures des membres du réseau

Études supérieures	Réponses	%
Deug/Licence	11	11,3
Maîtrise	14	14,4
3° cycle	28	28,9
Non concerné	39	40,2
Sans réponse	5	5,2
Total	97	100

Tableau n° 4
Nature des 3èmes cycles suivis par les membres du réseau

Type de 3ème cycle	Réponses	%
Médecine	3	10,7
Aménagement	3	10,7
Architecture	2	7,1
Eco / Gestion	2	7,1
Droit	1	3,6
Chimie / Sciences	6	21,5
Sans réponse	11	39,3
Total	28	100

Tableau n° 5
Situation socio-professionnelle des membres du réseau

CSP	Réponses	%
Sans réponse	17	17,5
Agriculture, exploitants	7	7,2
Artisans, comm., entrepren.	8	8,2
Cadres et professions intel.	35	36,1
Professions intermédiaires	19	19,6
Employés	8	8,2
Ouvriers	3	3,1
Total	97	100

William GENIEYS, Jean JOANA, *Un Janus notabiliaire : Yves Piétrasanta.*

Les lois de décentralisation, en modifiant la configuration institutionnelle des rapports centre-périphérie, ont introduit des changements dans le jeu politique local. Ce phénomène interroge la sociologie des organisations dans sa définition du rapport du notable à l'État. L'analyse de la trajectoire politique d'Yves Piétrasanta, maire de Mèze (Hérault) et co-fondateur de Génération Écologie, illustre l'évolution du pouvoir notabiliaire. La transformation de son réseau, reposant sur une dimension traditionnelle et sur la mise en œuvre de réseaux d'action publique fondés sur l'expertise écologique, lui permet d'affirmer sa légitimité face aux services administratifs et techniques de l'État. La double nature de son pouvoir souligne les effets des changements institutionnels sur les pratiques politiques au niveau local.

Mots clés : Notable, pouvoir local, réseaux d'action publique, expertise, écologie, centre-périphérie, changement institutionnel.

William GENIEYS, Jean JOANA, *An influential Janus : Yves Pietrasanta.*

The decentralization laws, by modifying the institutional configuration of centre/periphery relations, brought changes in the interplay in local politics. This phenomenon brings into question the sociologie des organisations (organisational theory) defining the relation between the notable and the State. The analysis of Yves Pietrasanta's political career as mayor of Mèze (Hérault) and co-founder of *Génération Écologie* explains how the authority of influential people is evolving. His transformed network (which is founded on a traditional base and political and administrative networks underwritten by ecological expertness) allows him to assert his legitimacy vis-à-vis the administrative and technical departments of the State. This two sided authority highlights the effects of institutional changes on local political practices.

Key words : Notable, local authorities, public activity network, expertness, ecology, centre/periphery, institutional change.

William GENIEYS, Jean JOANA, *Yves Pietrasanta : un notable - Jano.*

Las leyes de descentralización, al modificar la configuración institucional de las relaciones centro-periferia, introdujeron cambios en el juego político local. Este fenómeno remite a la sociología de las organizaciones en su definición de la relación del notable con el Estado. La trayectoria política de Yves Pietrasanta, alcade de Mèze (Hérault) y cofundador de *Génération Écologie*, es ejemplo de la evolución del poder de los notables. La transformación de su red, fundamentada en su dimensión tradicional y en la puesta en marche de redes de acción pública basadas en la peritación ecológica, le permite afirmar su legitimidad frente a los servicios administrativos y técnicos del Estado. La doble naturaleza de su poder pone de manifiesto los efectos de los cambios institucionales sobre las prácticas políticas locales.

Palabras clave : Notable, redes de acción pública, peritación, ecología, centro-periferia, cambio institucional.